



Texte de cadre complet (version v06)

L'objectif de cette démarche est de créer, avec d'autres citoyens de Château-du-Loir (72500) et des environs, un espace local de réflexion, de débat et d'action, afin de contribuer à l'élection de Jean-Luc Mélenchon en 2027, **tout en rassemblant largement autour de la VIe République, du RIC et d'un véritable pouvoir citoyen.**

Mais il faut aussi être clair sur notre objectif concret : nous voulons nous organiser localement pour contribuer à l'élection de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2027. Cela ne signifie pas que chacun doit être membre de La France insoumise, ni même être aujourd'hui déjà convaincu par Jean-Luc Mélenchon pour venir discuter avec nous.

Au contraire, nous voulons pouvoir réunir des personnes ayant des parcours, des sensibilités et des expériences différentes. Nous pouvons ne pas être d'accord sur tout. Nous devons même pouvoir discuter librement

des propositions de La France insoumise, les critiquer, les améliorer ou en proposer d'autres.

Mais notre démarche possède une orientation politique assumée :

travailler localement à l'élection de Jean-Luc Mélenchon en 2027, notamment parce que sa candidature peut permettre d'ouvrir la voie à une VIe République et à un véritable RIC encadré.

Notre soutien n'est donc pas un chèque en blanc.

Il s'agit de soutenir une candidature tout en conservant notre liberté de réflexion, de proposition et de critique.

1. Pourquoi Mélenchon ?

La France insoumise porte un programme comprenant plusieurs centaines de propositions. Beaucoup peuvent être intéressantes. Certaines peuvent être discutées, modifiées ou contestées. Aucun d'entre nous n'est obligé d'être d'accord avec chacune d'elles.

Mais il existe, à mes yeux, une proposition qui est plus importante que toutes les autres parce qu'elle peut changer durablement notre manière de faire de la politique :

la VIe République et l'instauration d'un RIC réellement opérationnel et constitutionnellement encadré.

Pourquoi ?

Parce que ces propositions ne changent pas simplement une politique. Elles changent les règles du pouvoir lui-même. C'est pour cette raison que je considère aujourd'hui Jean-Luc Mélenchon comme le candidat qui peut permettre cette rupture démocratique. L'objectif immédiat est donc clair : faire élire Mélenchon en 2027.

Mais l'objectif politique prioritaire est encore plus important : obtenir la VIe République et le RIC. Et l'objectif final est : faire en sorte que le peuple reste souverain après l'élection.

2. « J'ai été élu, donc j'applique mon programme »

Il existe une conception très répandue de la démocratie :

« J'ai été élu, donc le peuple m'a donné mandat pour appliquer mon programme. »

Jean-Luc Mélenchon lui-même a défendu une formule forte :

« Le programme, rien que le programme, mais tout le programme. »

Je comprends parfaitement cette volonté de respecter les engagements pris devant les électeurs. Mais elle pose aussi un problème démocratique essentiel. Être élu donne une légitimité pour gouverner.

Cela ne signifie pas pour autant que chaque électeur a approuvé chacune des centaines de propositions contenues dans un programme.

Cela ne signifie pas non plus qu'un gouvernement doit pouvoir appliquer pendant cinq ans toutes ses décisions sans que les citoyens puissent intervenir.

Un bulletin de vote n'est pas nécessairement un chèque en blanc.

On peut voter pour un candidat parce qu'on approuve 80 % de son programme. Ou 60 %. Ou parce qu'on considère simplement qu'il représente le meilleur choix possible parmi les candidats présents.

Une fois élu, il faut donc gouverner, bien sûr. **Mais il faut aussi continuer à écouter, convaincre, débattre et accepter que certaines propositions puissent être modifiées.**

3. Quarante ans à manifester : peut-être pouvons-nous faire mieux

Depuis plus de quarante ans, j'ai participé à beaucoup de manifestations, de grèves et même à des formes de « grève à la japonaise ». Cela représente énormément de temps et d'énergie. Une grève signifie aussi parfois des journées de salaire perdues. **Et pourquoi faisons-nous tout cela ?** Très souvent simplement pour essayer de faire comprendre à ceux qui gouvernent :

« **Sur cette décision-là, nous ne sommes pas d'accord. Écoutez-nous.** »

Nous avons encore vu cette logique pendant les années Macron.

- Les Gilets jaunes.
- Les grandes mobilisations sociales.
- Les manifestations contre les réformes des retraites.
- Les affrontements.

Les manifestants gravement blessés, notamment par des LBD.

Et des gouvernements qui ont continué à mettre en œuvre certaines réformes malgré une contestation massive. La réforme des retraites de 2023 est devenue, à mes yeux, un symbole de ce problème démocratique : le gouvernement a utilisé l'article 49.3 et le texte a finalement été adopté sans vote favorable de l'Assemblée nationale.

Pendant ce temps, l'État consacre des moyens considérables aux forces de sécurité.

Bien entendu, le budget de la police et de la gendarmerie ne concerne pas uniquement les manifestations. Mais une question reste légitime : **est-il normal qu'une démocratie ait régulièrement besoin de dizaines de milliers de policiers, de barrières, de gaz lacrymogènes ou de LBD pour gérer ses désaccords politiques ?**

Nous devons être capables de **faire mieux.**

4. Le problème n'est pas seulement Macron

Il serait trop facile de dire :

« **Le problème, c'est Macron. Il suffit de mettre quelqu'un de mieux à sa place.** »

Je ne le pense pas.

Le problème est aussi institutionnel. La Ve République concentre énormément de pouvoir entre les mains du président et de l'exécutif. Nous élisons un président pour cinq ans et, ensuite, le citoyen dispose de très peu de moyens pour intervenir directement sur les décisions prises.

Nous risquons donc toujours de reproduire le même système, même avec quelqu'un dont nous partageons davantage les idées. Et c'est là qu'arrive le piège du...

5. « bon roi Mélenchon »

Oui, je souhaite l'élection de Jean-Luc Mélenchon. Mais si notre seule ambition consiste à remplacer un président très puissant dont nous contestons la politique par un président très puissant dont nous préférons les idées, nous n'aurons pas réellement changé la démocratie. Autrement dit : remplacer Macron par un « **bon roi Mélenchon** » ne serait pas encore une révolution démocratique ! Même si le roi nous plaît davantage.

Notre objectif doit justement être de construire des institutions où nous n'avons plus besoin d'espérer qu'un « **bon roi** » arrive au pouvoir.

Les institutions doivent fonctionner lorsqu'un président que nous apprécions est élu.

Mais elles doivent surtout continuer à protéger les citoyens lorsqu'un président que nous apprécions beaucoup moins arrive à l'Élysée.

C'est cela : changer les règles du pouvoir.

6. La VIe République et le RIC d'abord

C'est pourquoi, parmi toutes les propositions du programme de La France insoumise, la **VIe République** et l'instauration d'un **RIC** réellement opérationnel et constitutionnellement encadré doivent, à mes yeux, être prioritaires.

Un **RIC** bien conçu pourrait permettre aux citoyens, selon des procédures et des seuils clairement définis : de proposer une loi ; de demander l'abrogation d'une loi ; de provoquer un référendum sur certaines grandes décisions ; et, dans des conditions particulièrement strictes, de révoquer un responsable élu qui aurait gravement rompu le mandat qui lui avait été confié.

Il faut évidemment prévoir des garde-fous constitutionnels.

Les libertés fondamentales, les droits humains et les droits des minorités doivent rester protégés. Le **RIC** ne doit pas devenir la dictature momentanée d'une majorité.

Il doit devenir un outil supplémentaire de démocratie et de contrôle citoyen. Une fois ces mécanismes installés, la relation entre les citoyens et le pouvoir changerait profondément.

Le gouvernement pourrait gouverner.

Le Parlement pourrait légiférer.

Mais le peuple conserverait la possibilité d'intervenir entre deux élections.

7. Le programme doit rencontrer la réalité

Même un excellent programme peut contenir des erreurs. Une proposition peut paraître excellente sur le papier et produire, une fois appliquée, des conséquences que personne n'avait prévues. Dans ce cas, doit-on continuer simplement parce que :

« **C'était écrit dans le programme** » ?

Je ne le pense pas. Une politique devrait pouvoir fonctionner un peu comme une démarche scientifique :

proposition → application → observation → évaluation → correction.

Un gouvernement devrait donc essayer d'appliquer les orientations pour lesquelles il a été élu. Mais il devrait aussi être capable de dire :

« Nous nous sommes trompés sur ce point. **Nous devons corriger.** »

Ce n'est pas trahir le programme. C'est gouverner intelligemment. Et lorsqu'un désaccord majeur persiste entre le pouvoir et les citoyens, le peuple devrait disposer d'un mécanisme démocratique permettant de trancher autrement que par cinq semaines de grèves ou trois mois de manifestations.

8. Et si Mélenchon ne respecte pas lui-même cette promesse ?

Cette exigence démocratique doit s'appliquer à tout le monde. Y compris à ceux que nous soutenons.

Si Jean-Luc Mélenchon était élu notamment grâce à la promesse d'une **VIe République** et du **RIC**, mais qu'une fois au pouvoir il renonçait à rendre ce pouvoir aux citoyens, nous devrions être les premiers à lui rappeler ses propres engagements. Il faudrait alors un véritable :

« **troisième tour citoyen** »

Une mobilisation massive, déterminée et strictement pacifique pour exiger le respect de cette promesse démocratique.

Autrement dit : nous ne voulons pas seulement voter pour quelqu'un qui promet de rendre le pouvoir au peuple. Nous voulons nous donner les moyens de vérifier qu'il le fasse réellement.

Et lorsque **le RIC révocatoire** existera, le principe deviendra encore plus simple : un élu, quel qu'il soit, **saura qu'il reste responsable devant les citoyens pendant toute la durée de son mandat.**

9. Une priorité qui permet ensuite de débattre de tout le reste

Nous pourrions ensuite discuter des centaines d'autres propositions :

du réchauffement climatique

des retraites,

des salaires,

de l'écologie,

de l'énergie,

de l'hôpital,

de l'école,

des services publics,

de l'Europe,

de la fiscalité,

de l'emploi,

de l'agriculture,

et de toutes les autres questions qui concernent notre avenir.

Nous ne serons certainement pas toujours d'accord. Mais si nous avons d'abord changé les règles démocratiques, nous disposerons enfin d'outils permettant de résoudre ces désaccords autrement que par une alternance entre : vote tous les cinq ans → **décisions imposées** → colère → grèves → manifestations → affrontements → nouvelle élection.

Nous pouvons construire quelque chose de mieux :

élection → décision → contrôle citoyen → évaluation → correction éventuelle → nouvelle décision.

10. Notre objectif pour 2027

Notre démarche peut donc se résumer simplement en trois niveaux.

1) Objectif immédiat : travailler localement à l'élection de Jean-Luc Mélenchon en 2027.

2) Objectif politique prioritaire : obtenir la **VIe République** et un **RIC** réellement encadré et applicable.

3) Objectif démocratique final : rendre aux citoyens les moyens de rester souverains pendant toute la durée du mandat, et pas seulement quelques minutes dans l'isolement tous les cinq ans.

C'est pourquoi notre ambition ne doit pas être seulement : « Faire élire Mélenchon pour qu'il applique son programme. »

Elle doit être plus ambitieuse : Faire élire Mélenchon et une majorité **capables de changer les règles du pouvoir afin que le peuple reste souverain après l'élection.**

La véritable révolution démocratique ne consiste donc pas simplement à changer de président. Elle consiste à faire en sorte que, demain, aucun président — pas même notre sympathique « **bon roi Mélenchon** » — ne puisse gouverner cinq ans **sans contrôle effectif des citoyens.**

11. Une première rencontre pour commencer

Une première rencontre, au début de l'automne, pourrait simplement nous permettre de nous retrouver, de faire connaissance pour ceux qui ne se connaissent pas encore, d'échanger librement et de voir comment nous pouvons nous organiser localement à l'approche de 2027.

Nous pourrions notamment discuter : de la manière de contribuer localement à la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon ;

- de la VIe République et du RIC révocatoire ;

- des garanties nécessaires pour encadrer démocratiquement le RIC ;

- des moyens de redonner davantage de pouvoir aux citoyens ;

- des préoccupations politiques et sociales locales ;

- des actions que nous pourrions mener ensemble ;

- de l'inscription sur les listes électorales ;

- des moyens de convaincre les abstentionnistes et les personnes qui hésitent encore ;

- de la question des parrainages des maires des communes environnantes ;

- de la présidentielle de 2027 et des différentes façons d'y participer ;

- et surtout de toutes les idées et propositions qui naîtront de nos échanges.

Cette première rencontre n'engage à rien. Elle doit avant tout permettre de nous parler, de confronter nos idées et de voir s'il existe entre nous suffisamment de points communs pour agir ensemble.

Il n'est pas nécessaire d'être membre de La France insoumise. Il n'est même pas nécessaire d'être aujourd'hui déjà convaincu par Jean-Luc Mélenchon.

Mais nous devons être transparents : le groupe que nous proposons de construire aura pour objectif concret de travailler localement à son élection en 2027.

- Nous voulons simplement le faire autrement qu'en demandant aux gens de suivre sans discuter.

- Nous voulons convaincre.

- Débattre.

- Écouter.

- Critiquer lorsque cela est nécessaire.

- Proposer.

- Et construire ensemble.

Si cette démarche vous intéresse, même simplement par curiosité, merci de nous le faire savoir

en utilisant l'email temporaire cxir.fr@gmail.com ou contacter moi directement.

Nous reprendrons ensuite contact avec vous afin de fixer ensemble la date et le lieu de cette première rencontre.

Bien amicalement, John Mitchell, Montval-sur-Loir 75200 le 19/08/2026